

c'est uniquement pour souligner l'importance de nos relations économiques. Il est évident que l'enjeu est énorme pour nos deux pays.

Nos relations bilatérales connaissent en ce moment quelques ratés, ce qui est peut-être inévitable étant donné leur ampleur et leur dynamisme. Il n'en reste pas moins que certains Américains, dont le Wall Street Journal, prétendent que le gouvernement canadien s'est engagé dans la voie du nationalisme économique absolu. Les politiques économiques du Canada sont qualifiées d'injustes, d'interventionnistes, voire d'anti-américaines. Naturellement, cet état de choses nous préoccupe. Nous voudrions que nos politiques soient comprises pour ce qu'elles sont en réalité. Elles ne sont pas anti-américaines; elles sont pro-canadiennes. Elles sont aussi un moyen judicieux et raisonnable de répondre aux besoins réels des Canadiens.

Les critiques américaines des politiques commerciales et d'investissement du Canada visent surtout le volet de canadianisation du Programme énergétique national - le PEN, en abrégé - et l'Agence d'examen de l'investissement étranger - mieux connue sous le sigle AEIE. Or, il est injuste de taxer ces politiques de nationalisme économique absolu. Je crois que les épithètes les plus dures attribuées aux politiques canadiennes procèdent d'une certaine méconnaissance des différences qui existent entre les économies canadienne et américaine.

Je suis convaincu qu'à la réflexion et après avoir pesé tous les faits, la plupart des Américains admettraient au moins que les politiques canadiennes restent dans les limites du raisonnable. Pour notre part, nous nous sommes montrés disposés à tenir compte des préoccupations américaines. Nous avons, par exemple, modifié certaines dispositions du PEN et entrepris de revoir les procédures de l'AEIE pour en assurer l'opportunité et l'efficacité. Nous avons aussi indiqué que le PEN n'est pas l'ébauche d'un plan d'action dans d'autres secteurs. Enfin, je me permettrai d'ajouter qu'aucun des deux pays n'a le monopole des griefs dans le secteur du commerce et de l'investissement, ni d'ailleurs dans les autres secteurs de notre relation bilatérale.

Quels sont les défis qui nous attendent dans ces autres secteurs? Dans le secteur de la défense, nous entretenons depuis longtemps les relations les plus étroites. Les États-Unis et le Canada ont renouvelé l'Accord NORAD et réaffirmé les Arrangements sur le partage de la protection de défense lors de la visite du Président Reagan à Ottawa, en mars de l'année dernière. Deux des plus importants contrats militaires de l'histoire du Canada ont été passés dans le cadre de ce programme - l'un portant sur l'avion-patrouilleur à long rayon d'action Aurora et l'autre